



MINUTE

PREFECTURE DU DOUBS

*Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
Franche-Comté*

Unité Territoriale Centre

ARRETE - 2010 - 0607-02771

**LE PREFET DE LA REGION FRANCHE-COMTE
PREFET DU DOUBS**

Chevalier de l'ordre national du mérite

**OBJET : Prescriptions au titre des Installations Classées
Société SPIC à BESANÇON**

Vu la directive 2008/105/CE du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;

Vu la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

Vu la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} des parties réglementaires et législatives du Livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu les articles R.211-11-1 à R.211-11-3 du titre 1 du livre II du code de l'environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surface soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

Vu la circulaire DPPR/DE du 4 février 2002 qui organise une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées ;

Vu la circulaire DCE 2005/12 du 28 juillet 2005 relative à la définition du " bon état " ;

Vu la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 définissant les " normes de qualité environnementale provisoires (NQE_p) " et les objectifs nationaux de réduction des émissions de certaines substances ;

Vu la circulaire du 5 janvier 2009 relative à la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport d'étude de l'INERIS N°DRC-07-82615-13836C du 15/01/08 faisant état de la synthèse des mesures de substances dangereuses dans l'eau réalisées dans certains secteurs industriels ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 5213 du 28 octobre 1988 autorisant la SARL TECHNIDEC à exploiter des installations classées dans l'enceinte de son établissement de BESANÇON, dans la zone industrielle de Chateaufarine ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1636 du 24 avril 1995 autorisant la SARL SPIC – TECHNIDEC à exploiter des activités complémentaires sur le même site de la zone industrielle de Chateaufarine à BESANÇON ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2061 du 4 mars 2002 autorisant la SARL SPIC à exploiter des activités complémentaires sur le même site à BESANÇON ;

Vu les résultats d'analyse menées dans le cadre de la première phase de recherche de substances dangereuses dans l'eau ;

Vu le rapport et les propositions en date du 11 mai 2010 de l'Inspection des Installations Classées ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) en date du 27 mai 2010 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 02 juin 2010 ;

Considérant l'objectif de respect des normes de qualité environnementale dans le milieu en 2015 fixé par la directive 2000/60/CE ;

Considérant les objectifs de réduction et de suppression de certaines substances dangereuses fixées dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 ;

Considérant la nécessité d'évaluer qualitativement et quantitativement par une surveillance périodique les rejets de substances dangereuses dans l'eau issus du fonctionnement de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement afin de proposer le cas échéant des mesures de réduction ou de suppression adaptées ;

Considérant les effets toxiques, persistants et bioaccumulables des substances dangereuses visées par le présent arrêté sur le milieu aquatique ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs ;

ARRETÉ

Article 1 :

La société SPIC dont le siège social est situé à BESANÇON, 8 bis rue E. Branly, doit respecter, pour ses installations situées à la même adresse, les modalités du présent arrêté préfectoral complémentaire qui vise à fixer les modalités de surveillance provisoire des rejets de substances dangereuses dans l'eau afin d'améliorer la connaissance qualitative et quantitative des rejets de ces substances.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2002 sont complétées par celles du présent arrêté.

Article 2 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses

2.1 Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

2.2 Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice " Eaux Résiduelles", pour chaque substance à analyser.

2.3 L'exploitant doit être en possession de l'ensemble des pièces suivantes fournies par le laboratoire qu'il aura choisi, avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien les dispositions de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire :

1. Justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements et d'analyse de substances dans la matrice " Eaux Résiduelles " comprenant a minima le numéro d'accréditation et l'extrait de l'annexe technique sur les substances concernées,
2. Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels,
3. Tableau des performances et d'assurance qualité précisant les limites de quantification pour l'analyse des substances qui doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 5.2 de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire.
4. Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions figurant à l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Les modèles des documents mentionnés au point 3 et 4 précédents sont repris en annexe 1 du présent arrêté.

2.4 Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures prévues à l'article 3 du présent arrêté, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3.2 à 3.6 du document figurant en annexe 3 du présent arrêté préfectoral et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

2.5 Les mesures de surveillance des rejets aqueux imposées à l'industriel par l'arrêté préfectoral du 4 mars 2002 à son article 18 sur des substances mentionnées à l'article 3 du présent arrêté peuvent se substituer à certaines mesures mentionnées à l'article 3, sous réserve que la fréquence de mesures imposée à l'article 3 soit respectée et que les modalités de prélèvement et d'analyses pour les mesures de surveillance réalisées en application de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2002 répondent aux exigences de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire, notamment sur les limites de quantification.

Article 3. – Mise en œuvre de la surveillance initiale

L'exploitant met en œuvre, sous six mois à compter de la notification du présent arrêté, le programme de surveillance au point de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

SUBSTANCE	Périodicité	Durée de chaque prélèvement	Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l
Demande Chimique en Oxygène (DCO) ou Carbone Organique Total (COT)	1 mesure par mois pendant 6 mois. Les mesures des substances en italique qui n'auront pas été détectées après trois mesures consécutives pourront être abandonnées.	24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation	30000
			300
Matières en Suspension (MES)			2000
Nonylphénols			0.1
Cadmium et ses composés			2
Chrome et ses composés			5
Cuivre et ses composés			5
Fluoranthène			0.01
Mercure et ses composés			0.5
Naphtalène			0.05
Nickel et ses composés			10
Plomb et ses composés			5
Trichloroéthylène			0.5
Tétrachloroéthylène	1 mesure par mois pendant	24 heures représentatives du	0.5

Zinc et ses composés	6 mois. Les mesures des substances en italique qui n'auront pas été détectées après trois mesures consécutives pourront être abandonnées.	fonctionnement de l'installation	10
Chloroforme			1
<i>Acide chloroacétique</i>			25
<i>Anthracène</i>			0,01
<i>Arsenic et ses composés</i>			5
<i>Dichlorométhane (chlorure de méthylène)</i>			5
<i>Hexachlorobenzène</i>			0,01
<i>Octylphénols</i>			0,1
<i>Diphényléther polybromés (BDE 47, 99, 100, 154, 153, 183, 209)</i>			0,05 pour chaque BDE
<i>Toluène</i>			1
<i>Monobutylétain cation</i>			0,02
<i>Dibutylétain cation</i>			0,02
<i>Tributylétain cation</i>			0,02
<i>Tétrachlorure de carbone</i>			0,5

- ***Chloroalcanes C10-C13** : à évaluer qualitativement en cas d'utilisation comme huile de coupe pour l'usinage du métal

Article 4 : Rapport de synthèse de la surveillance initiale

L'exploitant doit fournir dans un délai maximal de quinze mois à compter de la notification du présent arrêté un rapport de synthèse de la surveillance initiale devant comprendre :

- un tableau récapitulatif des mesures sous une forme synthétique. Ce tableau comprend, pour chaque substance, sa concentration et son flux, pour chacune des mesures réalisées. Le tableau comprend également les concentrations minimale, maximale et moyenne mesurées sur les six échantillons, ainsi que les flux minimal, maximal et moyen calculés à partir des six mesures et les limites de quantification pour chaque mesure ;
- l'ensemble des rapports d'analyses réalisées en application du présent arrêté ;

- dans le cas où l'exploitant a réalisé lui-même le prélèvement des échantillons, l'ensemble des éléments permettant d'attester de la traçabilité de ces opérations de prélèvement et de mesure de débit ;
- des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés ;
- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite demander l'abandon de la surveillance pour certaines substances. L'exploitant pourra notamment demander la suppression de la surveillance des substances présentes dans le rejet des eaux industrielles qui répondront à au moins l'une des trois conditions suivantes (la troisième condition n'étant remplie que si les deux critères 3.1 et 3.2 qui la composent sont tous les deux respectés) :
 1. Il est clairement établi que ce sont les eaux en amont qui sont responsables de la présence de la substance dans les rejets de l'établissement ;
 2. Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont strictement inférieures à la limite de quantification LQ définie pour cette substance à l'annexe 5.2 du document figurant en annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire ;
 3. 3.1 Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont inférieures à 10*NQE (norme de qualité environnementale ou, en l'attente de leur adoption en droit français, 10*NQEp, norme de qualité environnementale provisoire fixée dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007) et 3.2 Tous les flux journaliers calculés pour la substance sont inférieurs à 10 % du flux journalier théorique admissible par le milieu récepteur (le flux journalier admissible étant calculé à partir du produit du débit mensuel d'étiage de fréquence quinquennale sèche QMNA5 et de la NQE ou NQEp conformément aux explications de l'alinéa précédent) ;
- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite adopter un rythme de mesures autre que trimestriel pour la poursuite de la surveillance ;
- le cas échéant, les résultats de mesures de qualité des eaux d'alimentation en précisant leur origine (superficielle, souterraine ou adduction d'eau potable).

Article 5 : Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets

Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux : les résultats des mesures du mois N réalisées en application de l'article 3 du présent arrêté sont saisis sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet et sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées par voie électronique avant la fin du mois N+1.

Dans l'attente de la possibilité d'utilisation généralisée à l'échelle nationale de l'outil de télédéclaration du ministère ou si l'exploitant n'utilise pas la transmission électronique via le site de télédéclaration mentionné à l'alinéa précédent, il est tenu :

- de transmettre mensuellement par écrit avant la fin du mois N+1 à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois N imposées à l'article 3 ainsi que les éléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances figurant en annexe 2 du présent arrêté ;
- de transmettre mensuellement à l'INERIS par le biais du site <http://rsde.ineris.fr> les éléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances figurant en annexe 2 du présent arrêté.

Article 6 :

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement.

Article 7 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de la société SPIC.

Article 8 : Délais et voie de recours

La présente décision pourra être déférée au Tribunal Administratif de Besançon. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Le délai de recours est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication et de l'affichage de cet arrêté.

Article 9 : Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié à la Société SPIC, 8 bis rue E Branly, ZI Chateaufarine à BESANÇON.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence, de façon lisible dans l'installation, par les soins de la société.

Un extrait sera publié, aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux et affiché en mairie de BESANÇON par les soins du Maire pendant un mois.

Article 10 : exécution et ampliation

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs, Monsieur le Maire de BESANÇON ainsi que Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée :

- ♦ à la Direction Départementale des Territoires,
- ♦ à la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations,
- ♦ à la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi,
- ♦ au Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles,

- ♦ à la Direction Départementale du Service d'Incendie et de Secours,
- ♦ à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche Comté à Besançon,

Besançon, le **6 JUIL. 2010**

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet



Vanina NICOLI

PREFECTURE DU DOUBS

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Franche-Comté

Miserey, le 07 juillet 2010

Unité Territoriale Centre

Subdivision Centre 2

Monsieur le Directeur
Société SPIC
8 bis rue E Branly
ZI Chateaufarine
25000 BESANCON

Nos réf. : UTC/PR/DB 2010-0707I
Affaire suivie par : Dominique BION
dominique.bion@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 03 81 51 92 83 – Fax : 03 81 51 92 99

Objet : action nationale RSDE
Refer :
PJ : 1

Monsieur le Directeur,

Je vous adresse ci-joint, l'arrêté de prescriptions au titre des installations classées, en date du 06/07/2010, qui vise à fixer les modalités de surveillance provisoire des rejets de substances dangereuses dans l'eau afin d'améliorer la connaissance qualitative et quantitative des rejets de ces substances.

Cet arrêté a fait l'objet d'un avis favorable du CODERST qui s'est réuni le 27 mai 2010.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet,

Le Directeur Régional, et par délégation
Le Chef de l'Unité Territoriale Centre



Eric FLEURENTIN

PREFECTURE DU DOUBS

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Franche-Comté

Miserey, le 07 juillet 2010

Unité Territoriale Centre

Le Préfet de la région Franche-Comté,
Préfet du Doubs,

Subdivision Centre 2

à

Nos réf. : UTC/PR/DB 2010-0707V
Affaire suivie par : Dominique BION
dominique.bion@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 03 81 51 92 83 – Fax : 03 81 51 92 99

Monsieur le Maire
de Besançon
Mairie
25000 BESANCON

Objet : Législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement -
Arrêté de prescriptions complémentaires (RSDE) délivré à la société SPIC à Besançon.

Refer :

PJ : 3

Je vous adresse sous ce pli, 2 copies de l'arrêté cité ci-dessus.

Je vous serais obligé de bien vouloir donner à chacune de ces copies les destinations
suivantes :

- 1- dépôt à la mairie pour y être consultée
- 2- affichage à la mairie pendant une durée minimum d'un mois

Vous voudrez bien me faire retour du procès-verbal ci-joint attestant
l'accomplissement de cette formalité.

Pour le Préfet,

Le Directeur Régional, et par délégation
Le Chef de l'Unité Territoriale Centre



Eric FLEURENTIN

PREFECTURE DU DOUBS

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Franche-Comté

Miserey, le 07 juillet 2010

Unité Territoriale Centre

Subdivision Centre 2

Monsieur le Directeur du Journal
La Terre de Chez Nous
130, bis rue de Belfort
25000 – Besançon

Monsieur le Directeur du Journal
l'Est Républicain
60, Grande Rue
BP 149
25014 Besançon cedex

Nos réf. : UTC/PR/DB 2010-0707AG
Affaire suivie par : Dominique BION
dominique.bion@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 03 81 51 92 83 – Fax : 03 81 51 92 99

Objet : AP RSDE
Refer :
PJ : 1

Monsieur le Directeur,

Je vous adresse, sous ce pli, pour insertion dans votre journal sur l'ensemble du département au tarif minimum, l'avis ci-joint.

Je vous serais obligé de bien vouloir transmettre directement la facture à :

Société SPIC
8 bis rue E. Branly
ZI Chateaufarine
25000 BESANCON

En outre, vous voudrez bien me faire parvenir, à l'adresse : DREAL – UT Centre - (D.Bion) - Antenne de Miserey – rue des Salines – 25480 ECOLE VALENTIN, à titre de justification un exemplaire du journal ayant publié cet avis.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet,

Le Directeur Régional, et par délégation
Le Chef de l'Unité Territoriale Centre



Eric FLEURENTIN

PREFECTURE DU DOUBS

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Franche-Comté

Miserey, le 07 juillet 2010

Unité Territoriale Centre

Subdivision Centre 2

AVIS OFFICIEL

AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Par arrêté en date du 06 juillet 2010, des prescriptions complémentaires (RSDE) sont imposées à la Société SPIC pour l'exploitation de son établissement sur la commune de Besançon.

Le public intéressé peut prendre connaissance dans la mairie de Besançon et à la Préfecture (Pôle du Développement de la Qualité de la Vie) de l'arrêté d'autorisation définissant, sur proposition des divers services concernés et après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, les mesures nécessaires pour assurer la prévention des nuisances et des risques.

Pour le Préfet,

Le Directeur Régional, et par délégation
Le Chef de l'Unité Territoriale Centre


Eric FLEURENTIN